

Publications périodiques

Comptes annuels

LIXXBAIL

Société Anonyme au capital de 69 277 663,23 €.
Siège social : 12, place des Etats-Unis, CS 30002, 92548 Montrouge Cedex.
682 039 078 R.C.S. Nanterre.

Comptes individuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

Actif (en milliers d'euros)	Annexes	31-déc-17	31-déc-16
Caisse, banques centrales, CCP	note 3	1 001	0
Créances sur les établissements de crédit	note 3	162 047	165 856
Opérations avec la clientèle	note 4	662	7 689
Obligations et autres titres à revenu fixe	note 5	0	261 014
Parts dans les entreprises liées	note 6	0	477
Crédit-bail & location avec option d'achat	note 7	4 570 747	4 288 689
Location simple	note 7	0	0
Immobilisations incorporelles	note 7	6 638	4 499
Immobilisations corporelles	note 7	1	2
Autres actifs	note 8	54 846	66 885
Comptes de régularisation	note 8	209 831	149 862
Total de l'actif		5 005 773	4 944 973

Passif (en milliers d'euros)	Annexes	31-déc-17	31-déc-16
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	note 9	4 633 450	4 233 279
Opérations avec la clientèle	note 10	0	260 934
Dettes représentées par un titre	note 11	10 000	10 000
Autres passifs	note 12	103 171	153 034
Comptes de régularisation	note 12	172 579	201 196
Provisions	note 13	16 686	19 694
Total capitaux propres	note 14	69 887	66 836
<i>Capital</i>		69 278	69 278
<i>Primes d'émission</i>		246 934	246 934
<i>Réserves</i>		2 051	2 051
<i>Provisions réglementées & subventions</i>			
<i>Report à nouveau</i>		-251 427	-245 522
<i>R.E.I.A</i>			
<i>Résultat de l'exercice</i>		3 051	-5 905
Total du passif		5 005 773	4 944 973

Hors-bilan au 31 décembre 2017

Hors bilan (en milliers d'euros)	31-déc-17	31-déc-16
1° Engagements donnés		
Engagements de financement	1 199 504	1 154 247
Engagements en faveur d'établissements de crédit	31 685	30 435
Engagements en faveur de la clientèle	1 167 819	1 123 812
Engagements de garantie	0	336 277
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	0	14 135
Engagements à un FCT	0	322 142
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	50 000	50 000
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	50 000	50 000
Engagements sur instruments de change		
Autres engagements		
Autres engagements (créances mobilisables BCE)	977 033	962 268
2° Engagements reçus		
Engagements de financement	13 733	29 483
Engagements reçus d'établissements de crédit	13 733	29 483
Engagements de financement reçus clientèle		
Engagements de garantie	2 546 827	2 249 471

Engagements reçus d'établissements de crédit	2 457 447	2 150 822
Engagements reçus clientèle	89 380	98 649
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Engagements reçus sur instruments financiers à terme		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt		
Engagements sur instruments de change		
Autres engagements		

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

Compte de résultat (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	2 981	9 271
- Intérêts et charges assimilées	-20 820	-42 466
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 160 373	2 091 199
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-2 053 669	-1 984 392
+ Produits sur opérations de location simple		0
- Charges sur opérations de location simple		0
+ Revenus des titres à revenu variable	120	214
+ Commissions (produits)	114	102
- Commissions (Charges)	-30 864	-20 753
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	15	-1
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3 550	12 660
- Autres charges d'exploitation bancaire	-805	-8 902
Produit net bancaire	60 995	56 932
- Charges générales d'exploitation	-65 615	-65 332
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-484	-547
Résultat brut d'exploitation	-5 104	-8 947
+/- Coût du risque	8 687	3 179
Résultat d'exploitation	3 583	-5 768
+/- Gains et pertes sur actifs immobilisés	18	-137
Résultat courant avant impôt	3 600	-5 905
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	-549	
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	3 051	-5 905

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 de 3 050 903,06 € en totalité en report à nouveau.

Le compte de report à nouveau, débiteur de – 251 426 125,66 €, se trouvera ramené à la somme de – 248 375 222,60 € après affectation.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes**Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice****1.1. Cadre juridique et financier**

La société LIXXBAIL S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société LIXXBAIL S.A. est détenue à 99,99 % par la société CA Leasing & Factoring et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole SA et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

LIXXBAIL S.A. est une société financière de crédit-bail et de location financière. L'ensemble de son activité se déroule en France.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

Pas d'événements significatifs sur 2017

1.3. Evénements postérieurs au 31 décembre 2017

Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes au 31 décembre 2017 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de LIXXBAIL S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de LIXXBAIL S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables
- dépréciation des actifs immobilisés
- immobilisations en cours de construction,
- avances et acomptes versés aux fournisseurs
- créances douteuses nettes de dépréciations,
- indemnités de résiliations nettes de dépréciations,
- créances rattachées,
- produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de dépréciation identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente.

Immobilisations

- Valeur brute & amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

2.2 Créances Clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

La mise en place du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit a conduit LIXXBAIL S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours déclassés entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des

engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité,

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;

- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés sortent des créances douteuses. Ils font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont reclassés en créances douteuses dès le premier impayé.

Aucune créance restructurée n'a été identifiée sur l'entité LIXXBAIL au 31 décembre 2017. Dès lors, aucune décote n'a été comptabilisée sur l'exercice

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.

- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).

- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, LIXXBAIL S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par LIXXBAIL S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant.

Les créances impayées relatives à des indemnités de résiliation sont dépréciées à 100 % dès lors que le client est qualifié de « Douteux ».

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé. Il est fixé selon des règles fixées par la Direction des Risques et du Contrôle Permanent ainsi qu'avec le département contentieux. Il existe des revues de portefeuilles trimestrielles au cours desquelles le montant des provisions est présenté au comité pour validation.

La dotation (ou reprise) de dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,

- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).
Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4 Provisions

LIXXBAIL S.A. applique le règlement de l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et pour risques et charges divers.

2.5 Engagements de retraite

Conformément à la méthode préférentielle indiquée dans la recommandation ANC 2014-03 du 05 juin 2014 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, et applicable aux exercices ouverts à compter du 01 janvier 2015, la société LIXXBAIL S.A. a intégralement provisionné les indemnités de fin de carrière.

2.6. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- Les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro-couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes
- Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.
- Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.
- Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

2.7 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.8 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Lixxbail a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Caisse, banques centrales	1 001	0	0	0	1 001	0	1 001	0
Comptes et prêts :								
- à vue	1 001				1 001		1 001	0
- à terme								
Total des créances ets crédit	1 001	0	0	0	1 001	0	1 001	0

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	1 460	0	0	0	1 460	0	1 460	1 700
Comptes et prêts :								
- à vue	42				42		42	634
- à terme	0							
Créances partenaires sur contrats en pools	1 418				1 418		1 418	1 066
Opérations internes	122 278	8 196	30 113	0	160 587	0	160 586	164 156
Comptes ordinaires :								
- à vue	5 452				5 452	0	5 452	116 548
Prêt à terme	116 826	8 196	30 113		155 135		155 135	47 608
Total des créances ets crédit	123 738	8 196	30 113	0	162 047	0	162 047	165 856

Note 4 Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Opérations avec la clientèle	252	293	72	0	617	45	662	7 689
Créances	252	293	72	0	617	45	662	7 689

Note 5 Obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Obligations et autres titres à revenus fixes	0	0	0	0	0	0	0	261 014
Parts du FCT				0	0	0	0	261 014

- Liquidation du FCT GREEN LEASE en date 27/11/2017.

Note 6 Titres de participation

6.1 Parts dans les entreprises liées

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Capital social	Montant des capitaux propres (hors résultat)	Résultat 12/2017	QP situation financière
Ucalease	12 place des Etats-Unis 92548 MONTROUGE CEDEX	SA	NS	15,25€	3 668 K€	6 811 K€	1 754 K€	
Total		-	-	15,25 €	-	-	-	

6.2 Variations de dépréciations de titres

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	614	0	-614	0	0
- Dépréciation Titres GECL	-137	0	137	0	0
Total	477	0	-477	0	0

- Cession des titres GECL en date du 27/10/2017

Note 7 Variation de l'actif immobilisé

7.1 Opérations de crédit-bail et assimilés

- Variation des immobilisations louées en location simple :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur Brute	8 980 654	2 548 215	-2 003 072	-96 203	9 429 593
- Amortissements	-4 833 972	-1 830 991	1 641 994	60 510	-4 962 458
- Dépréciations sur actifs	-4 300	-5 688	3 346	-827	-7 468
Valeur nette	4 142 382	711 536	-357 731	-36 520	4 459 667

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	116 151	0	-10 7570	96 203	104 784
- Amortissements	-104 886	-14 418	81 661	-60 510	-98 153

- Dépréciations sur actifs	-2 471	-4 820	3 821	827	-2 643
Valeur nette	8 794	-19 238	-22 088	36 520	3 988

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances rattachées	65 942		65 942
Créances douteuses compromises	128 523	99 617	28 906
Créances douteuses non compromises	49 393	37 150	12 243
Créances totales	243 858	136 767	107 091

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilés (source financière) selon deux critères, le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles. LIXXBAIL S.A. n'a pas d'encours sains restructurés à des conditions hors marché.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

- Par agents économiques (en milliers d'Euros) :

Stés non financières	4 512 674
Ets de crédit	50 066
Entrepreneurs individuels	356 404
Sociétés assurances	9 088
Administrations Publiques	100 317
Administrations Centrales	15 912
Administrations Sécurité sociale	31 473
Administrations Privées	36 339
Total encours financiers	5 112 273

- Par durées résiduelles (en milliers d'Euros) :

	< = 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financiers	461 584	1 253 073	3 231 781	165 835	5 112 273

7.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres (en milliers d'Euros) :

- Variation des immobilisations incorporelles :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	44 476	2 623	0	47 099
- Amortissement	-39 977	-483	0	-40 460
= Valeur nette	4 499	2 140	0	6 639

- Variation des immobilisations corporelles :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations corporelles	8 122	0	0	8 122
- Amortissement	-8 119	-1	0	-8 120
= Valeur nette	3	-1	0	2

Note 8 Autres actifs et comptes de régularisation

8.1 Autres Actifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres Actifs		
Acomptes impôts s/ les sociétés	257	5 648
T.V.A.	51 644	25 762
Personnel et autres débiteurs divers	2 624	35 206
Fournisseurs d'immobilisation divers	321	269
Total	54 846	66 885

8.2 Comptes de régularisation

Rubriques	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
-----------	--------------------	--------------------

(en milliers d'euros)		
Actif		
Produits à recevoir sur instruments financiers	-18	0
Autres Produits à recevoir	2 255	1 550
Charges constatées d'avance	0	0
Autres comptes de décaissement	207 594	148 312
Total	209 831	149 862

Note 9 Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total 12 2017	Total 12 2016
Etablissements de crédit	116	0	0	0	116	0	116	1 249
Comptes et emprunts:								
- à vue							0	0
- à terme							0	0
Emprunts / opérations de syndication								
- à vue							0	0
- à terme							0	0
Partenaires à reverser							0	0
Appels de fonds Partenaires	116				116		116	1 249
Opérations internes	268 628	697 303	3 627 930	35 318	4 629 179	4 155	4 633 334	4 232 030
Comptes ordinaires:								
- à vue	17 653				17 653		17 653	0
Comptes et emprunts:								
- à vue	47 747				47 747	0	47 747	75 000
- à terme	193 171	681 750	3 562 124	15 099	4 452 144	4 155	4 456 299	4 118 072
Emprunts / syndication								
- à vue					0		0	0
- à terme	5 595	15 553	65 806	20 219	10 7173		107 173	34 688
Appels en garantie	4 462				4 462		4 462	4 270
Total des dettes	268 744	697 303	3 627 930	35 318	4 629 295	4 155	4 633 450	4 233 279

Note 10 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total déc-17	Total déc-16
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Clientèle	0	0	0	0	0	0	0	260 934
Emprunt à terme	0			0	0	0	0	260 934
Avances preneurs								

Note 11 Dettes représentées par un titre – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse					0		0	
Titres du marché interbancaire					0		0	
Titres de créances négociables	10 000				10 000		10 000	
Emprunts obligataires					0		0	
Autres dettes représentées par un titre					0		0	
Valeur au bilan	10 000	0	0	0	10 000	0	10 000	0

Note 12 Autres passifs et comptes de régularisation**12.1 Autres Passifs**

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat : TVA.	33 473	35 942
Personnel et charges sociales	6	19
Dépôts de garantie reçus Crédit Bail et Location	20	72
Subventions à reverser	4 803	5 205
Fournisseurs & comptes rattachés	64 260	111 674
Clients créditeurs	609	122
Total	103 171	153 034

12.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Passif		
Charges à payer sur instruments financiers	52	70
Valeurs à imputer	31 242	74 416
Produits de crédit-bail et assimilé constatés d'avance	108 448	107 114
Charges à payer	32 837	19 596
Total	172 579	201 196

Note 13 Provisions

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotation	Reprise	Utilisation	31/12/2017
Indemnités retraites	1	0	-1		0
Risques contentieux	19 457	501	-3 508		16 451
Engagements sociaux	236	0	-235		1
Total	19 694	501	-3 744	0	16 451

Note 14 Variation des capitaux propres*- Capital souscrit*

Le montant du capital souscrit 69 277 663.23 € se décompose en 19 136 168 titres d'une valeur nominale de 3.62 euros.
Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2017 l'actionnariat se répartit ainsi:

	nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	19 134 826	99,99%
Personnes physiques et morales autres	1 342	0,01%
Total	19 136 168	100,00%

- Variation des Capitaux propres (en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant au 31/12/2016	Affectation du résultat de 2016	Dividendes	Résultat 12 2017	Montant au 31/12/2017
Capital	69 277				69 277
Réserves	2 051				2 051
Prime d'émission	159 508				159 508
Prime d'apport	15 517				15 517
Prime de fusion	71 909				71 909
Autres réserves	0				0
Sous total	318 262	0	0	0	318 262
Report à nouveau	-245 521	-5 905			-251 426
Résultat de l'exercice	-5 905	5 905		3 051	3 051
Total	66 836	0	0	3 051	69 887

- Résultat dilué par action (en Euros)

Résultats des opérations réduits à une seule action	2017	2016
Nombres d'actions émises	19 136 168	19 136 168
Résultat après impôt, amortissement et provisions	3 050 903,06	-5 904 430,84
Résultat après impôt, amortissement et provisions (par action)	0,16	-0,31

- Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose l'affectation suivante du résultat :

Bénéfice de l'exercice	3 051	K€
Affectation à la réserve légale	0	K€
Au titre de dividendes	0	K€
Report à nouveau	3 051	K€
Total affectation	3 051	K€
Total	0	K€

Note 15 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	158 808	162 261
Sur les établissements de crédit et institutions financières	158 808	162 261
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	4 628 872	4 227 759
Sur les établissements de crédits et institutions financières	4 628 872	4 227 759
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	29 511	350 269
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	29 511	28 128
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés	0	322 141

Note 16 Hors bilan

(en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Engagements de financement	1 185 771	1 124 764
Engagements donnés	1 199 504	1 154 247
<i>aux filiales / accord de refinancement</i>		
<i>aux filiales / garanties de taux</i>	31 685	30 435
Engagements en faveur d'établissements de crédit	31 685	30 435
<i>Engagements de signature</i>	1 167 819	1 123 812
Engagements en faveur de la clientèle	1 167 819	1 123 812
Engagements reçus	13 733	29 483
<i>Accord de refinancement</i>	13 733	29 483
<i>des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	13 733	29 483
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-2 546 827	-1 913 194
Engagements donnés	0	336 277
<i>Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit</i>		
<i>Engagements d'ordre de la clientèle</i>	0	14 135
<i>Engagements à un FCT</i>	0	322 142
Engagements reçus	2 546 827	2 249 471
<i>Contregaranties sur contrats de crédit-bail</i>	2 109 587	1 876 352
<i>Contregaranties sur engagements de signature</i>	347 860	274 469
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 457 447	2 150 822
Engagements reçus de la clientèle	89 380	98 649
Engagements sur instruments financiers à terme	50 000	50 000
Engagements donnés	50 000	50 000
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	50 000	50 000
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	50 000	50 000
Engagements reçus	0	0
<i>Opérations de SWAP, taux prêteur</i>		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Autres engagements	977 033	962 268
Autres engagements donnés	977 033	962 268
<i>Valeurs affectées en garantie au bénéfice d'organisme (1)</i>	977 033	962 268
Autres engagements donnés	977 033	962 268
Solde engagements hors bilan	-334 022	223 838
Engagements donnés	2 226 537	2 502 792
Engagements reçus	2 560 559	2 278 954

(1) Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale. Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP)

Dans ce contexte, LIXXBAIL S.A., filiale du Crédit Agricole apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les

prêts que cette dernière octroie au groupe.

Au total, 977 033 K€ de créances ont été apportées en garantie par l'intermédiaire de CASA.

La société LIXXBAIL S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'avis 2004-21 du 27 octobre 2004, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Valorisation à la juste valeur	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
Swaps de taux CAP	50 000	-71		-448	-519

Note 17 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés hors IFT

(en milliers d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges/ Produits assimilés	2 163 354	2 074 489	88 865	2 100 470	2 026 858	73 612
* Opérations de trésorerie et interbancaire	2 981	20 820	-17 839	9 271	42 466	-33 195
* Opérations avec la clientèle						
* Opérations de crédit-bail	2 160 373	2 053 669	106 704	2 091 199	1 984 392	106 807
* Opérations de location simple	0	0	0	0	0	0

Note 18 Produits / charges liés aux commissions

Type de commissions (en milliers d'euros)	Commissions			
	Reçues en 2017	Reçues en 2016	Versées en 2017	Versées en 2016
Sur opérat. avec les étab. de crédit :	19	10	30 768	20 670
Commissions d'apport			25 141	14 933
Commissions de risques			5 627	5 737
Commissions de caution et d'engagements	19	10		
Sur opérations avec la clientèle	95	92		
Sur instruments financiers			96	83
Sur autres services d'exploitation bancaire				
Total	114	102	30 864	20 753

Note 19 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (en milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat		2 200
Charges refacturées	769	1 384
Divers	36	-34
Total	805	3 550

Note 20 Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016
Charges refacturées	-6 101	2 745
Reprises Provisions	1	61
Transferts charges Restructuration	0	0
Autres produits d'exploitation	-6 100	2 806
Salaires	0	16
Charges sociales	7	-2
Intéressement	0	-2
Participation	0	-2
Impôts et taxes	-2 248	-2 466
Locations	0	0
Refacturation groupe / Sous-traitance administrative	-56 850	-65 304
Divers autres charges d'exploitation *	-424	-379
Autres charges d'exploitation	-59 515	-68 138
Solde produits/charges exploitation	-65 615	-65 332

* Ce montant intègre les provisions pour honoraires des commissaires aux comptes pour 193 K€ liés à la certification des comptes. Ces montants se répartissent respectivement pour 100 K€ pour le cabinet MAZARS ainsi que 93 K€ pour le cabinet ERNST & YOUNG.

Note 21 Cout du risque

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Provision pour clients douteux et contentieux	11 542	14 196	2 654
Provision sur IR		127	127
Provision pour risques et charges	640	3 530	2 890
Total I	12 182	17 853	5 671
Créances Irrécouvrables	6 308		-6 308
Recours s/ garants		8 384	8 384
Récupérations sur créances amorties		1 678	1 678
Autres	2 904	2 167	-737
Total II	9 212	12 229	3 016
Total			8 687

Note 22 Situation fiscale et latente conditionnelle*- Intégration fiscale*

LIXXBAIL SA a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

LIXXBAIL S.A. n'a pas de charge d'impôt sur les sociétés.

La loi de finances rectificative de 2011 a aménagé pour la détermination du résultat des exercices clos à compter du 21 septembre 2011 les mécanismes de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant du report en avant des déficits, l'imputation de déficits antérieurs sur le bénéfice constaté au titre d'un exercice n'est dorénavant possible qu'à hauteur d'un plafond égal à 1 000 000 € majoré d'un montant de 50 % du bénéfice imposable de l'exercice excédant cette première limite. La fraction de déficit non admise en déduction du bénéfice du fait de l'application de ces dispositions demeure imputable dans les mêmes conditions sur les exercices suivants, sans limitation dans le temps.

Le déficit reportable pour l'exercice s'élève à 235 351 K€.

- Dettes et créances d'impôts différés (en milliers d'Euros)

	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	-766 155	34,43%		-263 787
Dépréciations sur l'actif	-10 111	34,43%		-3 481
PCA contrat de flux 1	2 382	34,43%		820
Activation charges et produits directs IAS	-7 887	34,43%		-2 716
Provision financière	60 017	34,43%		20 664
Amortissement FDC	-15 500	34,43%		-5 337
Report déficitaire	245 642	34,43%	84 575	
Redressement fiscal	4 252	34,43%	1 464	
Indemnités départ en retraite et médailles du travail	235	34,43%	81	
Contagion	434	34,43%	149	
Indemnité de résiliation	18 154	34,43%	6 250	
Fonds de commerce UNIMAT	15 500	34,43%	5 337	
Dépréciations pour risques opérationnels	656	34,43%	226	
Provisions pour risques et charges contentieuses	15 795	34,43%	5 438	
Impact retournement déficit reportable*			-11 570	
Impact retournement réserve latente*				33 994
Total	-436 586		91 950	-219 843
ID 2016			103 383	-249 973
Variation ID 2017/2016			-11 433	30 130
ID sur gains et pertes actuariels via les fonds propres			0	
Variation nette IDP 2017/2016			18 697	

*Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et dérogations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations*- Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société*

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

12, Place des Etats Unis

CS 30002

92548 MONTROUGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE SA

12, Place des Etats Unis
CS 30002
92548 MONTRouGE CEDEX

- Ventilation de l'effectif moyen

La société n'emploie plus d'effectif propre.

- Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2017.

Note 23 Notes sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

- Variation de la réserve latente (en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 2017	Montant 2016	Variation
Valeur brute des immobilisations	9 502 960	9 096 804	406 155
Subventions	-2 910	-3 137	227
Valeur nette financière (1)	5 203 258	4 896 927	306 331
Valeur nette comptable	4 437 104	4 139 681	297 422
Réserve latente brute	766 155	757 246	8 909
Provisions financières contentieuses	-60 017	-59 610	-406
Provisions sociales	10 111	6 771	3 340
Réserve latente nette	716 249	704 406	11 843

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte.

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier (en milliers d'Euros)

Rubriques	31-déc-17		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	3 051	66 836	69 887
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	11 843	704 406	716 249
Activation charges/produits directs IAS	-332	8 206	7 874
Impôts différés sur réserve latente nette	18 698	-146 584	-127 886
Provisions Fonds de commerce		15 500	15 500
Organic (social)	82	828	910
Activation charges et produits directs French	603	-27 741	-27 138
Gains et pertes actuariels / avantages		13	13
Impôts différés Gains et pertes actuariels / avantages		-6	-6
Situation nette consolidée financière	33 945	621 458	655 403

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société LixxBail,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Lixxbail relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 23 de l'annexe des comptes annuels relative à la comptabilité financière présentant le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées pour faire face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. La société Lixxbail comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par la société, nous considérons que la correcte identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations sur ces créances constituent un point clé de l'audit.</p> <p><i>Se référer à la note 2 Principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes individuels</i></p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la société pour identifier les créances douteuses et évaluer leur dépréciation et avons testé l'efficacité des procédures et des contrôles clés sur le déclassement des créances en douteux et le calcul des dépréciations.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiné sur la base d'un échantillon de dossiers et par entretien avec la direction, les données et hypothèses retenues par la société pour déclasser et estimer la dépréciation à enregistrer sur ces dossiers ; Examiné les principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances douteuses ; Circularisé les cabinets d'avocats afin de compléter l'analyse des dossiers douteux.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de conseil d'administration sur le au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de Lixxbail par l'Assemblée Générale du 20 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 20 mai 2005 pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2017, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la 13ème et le cabinet MAZARS était dans la 13ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-I du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux.

Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La-Défense, le 25 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan BAAJ

MAZARS
Matthew BROWN

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.